

20/10/2025

Observatoire de la situation financière des élevages bovins lait et viande : fin d'année 2024

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Le suivi est réalisé annuellement sur la base de deux échantillons, représentant chacun une période de clôture : les clôtures dites « d'hiver » (octobre - décembre) et celles « d'été » (mars - juin).

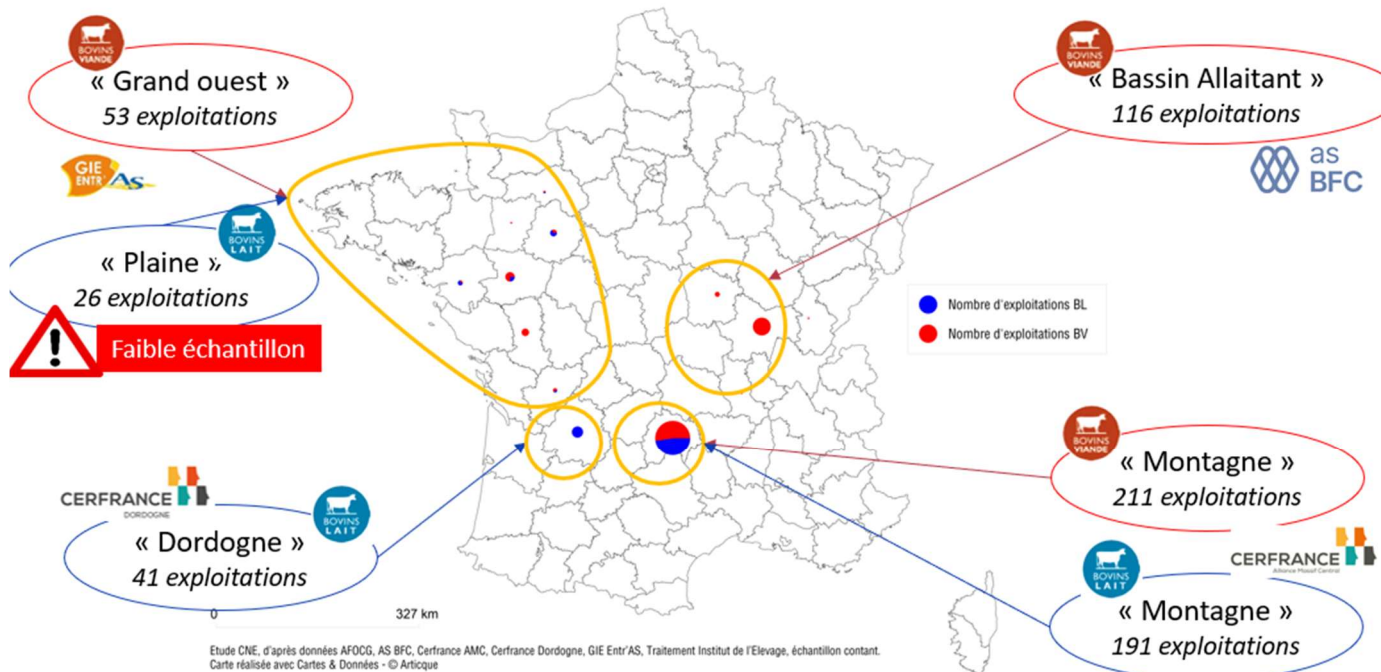
Les élevages sont répartis sur 4 bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), la Saône et Loire en bovins viande (pour le bassin Charolais "historique") et la Dordogne en bovins lait. Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats, avec 4 centres comptables : AS BFC, Cerfrance Alliance Massif-Central, Cerfrance Dordogne et GIE Entr'AS.

Près de 640 comptabilités d'exploitations, bovins lait et bovins viande, constituent l'échantillon (constant) des **clôtures d'hiver, suivi entre 2022 et 2024**. Les résultats sont analysés, par zone géographique. Une répartition par groupes de niveau d'endettement est aussi réalisée.

Elle distingue :

- les exploitations **"peu endettées"** : annuités/EBE < 40% et dettes totales/actif < 40%
- celles endettées à long et moyen terme avec une trésorerie positive, **"ELMT"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale positive
- celles endettées à long et moyen terme et sans aucune trésorerie, **"TNGneg"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale négative.

Répartition géographique des exploitations de
l'échantillon d'hiver 2022-2024



CHUTE DES INVESTISSEMENTS DANS LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES EN 2024, UNE SITUATION FINANCIÈRE TENDUE POUR L'OUEST ET LA DORDOGNE

En 2024, le prix du lait se stabilise dans l'Ouest et en Montagne et augmente encore en Dordogne (+ 8 €/ 1000 l par rapport à 2023). La production laitière évolue peu : elle augmente en Montagne (+ 2%) et en Dordogne (+ 5%) et diminue dans l'Ouest. Ainsi, le produit bovins lait est en hausse de + 4% en Dordogne et presque stabilisé en Montagne (+2%) et dans l'Ouest (-1 %). Le produit brut s'améliore en Dordogne et se stabilise en Montagne en 2024. En revanche, il diminue dans l'Ouest (- 3%) aggravé par de mauvais rendements et une conjoncture céréalière peu porteuse.

En 2024, les charges opérationnelles sont en baisse, grâce notamment au repli du prix des engrais et de l'aliment acheté, mais les charges de structure progressent. Au final, les charges totales augmentent en Dordogne (+3%) et dans l'Ouest (+2%) et restent stables en Montagne (-1%). Ainsi, l'EBE augmente en Montagne et en Dordogne en 2024 (respectivement de +3%/2023 et +2%/2023) alors qu'il diminue et dans l'Ouest de -15%/2023.

Les annuités dans l'Ouest restent à des niveaux supérieurs aux autres zones et sont en hausse, tout comme en Montagne. En Dordogne, les annuités diminuent de -4%/2023.

Le revenu disponible chute dans l'Ouest. Il augmente légèrement en Montagne car la hausse de l'EBE compense l'augmentation des annuités. Il s'améliore en Dordogne avec des annuités en baisse. Il s'établit en moyenne (toutes zones) à environ 29 000 € annuels par UTH familiale en 2024.

Les prélèvements privés sont en baisse dans toutes les zones mais de manière plus importante en Dordogne. La marge de sécurité devient négative dans l'Ouest et positive en Dordogne en restant très insuffisante. Elle reste stable en Montagne.

Les investissements chutent en Dordogne de près de 50%. Ils sont également en baisse dans l'Ouest et en Montagne mais de manière moins importante (de -27% et -23% respectivement). Dans l'Ouest et en Dordogne, ils sont exclusivement financés par des emprunts et le reste à financer devient négatif sur ces 2 zones. Or, la part d'autofinancement en Montagne est de 25%.

La trésorerie nette globale se dégrade en 2024, sauf en Montagne où elle s'améliore avec des dettes CT qui diminuent. Les dettes court-terme des exploitations laitières augmentent dans l'Ouest et en Dordogne de + 10%. Elles restent à des niveaux élevés (156 €/1000 l en moyenne toutes zones).

La part des exploitations en situation critique diminue sensiblement en 2024 : le groupe "TNGneg" compte 23% des élevages suivis en France en 2024 contre 25 % des exploitations en 2023.

PAS D'AMÉLIORATION NETTE ET DES RESULTATS HETEROGENES POUR LES ELEVAGES BOVINS VIANDE EN 2024

La conjoncture bovine est restée porteuse en 2024. Elle a permis une hausse du produit brut dans le Bassin Allaitant et une stabilisation en Montagne (après revalorisation des valeurs de cheptel en 2023 dans les comptabilités du centre fournisseur¹). Dans l'Ouest, les mauvais rendements des céréales en 2024 ont impacté le produit brut qui diminue de - 2%.

Les charges totales diminuent malgré la hausse des charges de structure, compensées par la baisse des charges opérationnelles. Aussi, l'EBE augmente dans le Bassin Allaitant et en Montagne (sur 2 années), et diminue dans l'Ouest.

Les annuités sont en hausse en Montagne, et de façon plus modérée dans le Bassin Allaitant, et diminuent dans l'Ouest. Ainsi, le revenu disponible est consolidé sur les 3 zones, de façon plus ou moins forte et il s'établit en moyenne de l'échantillon toutes zones à **25 500 € / UTHf / an en 2024**, ce qui reste bas dans les résultats agricoles.

Les prélèvements privés demeurent faibles. Ils sont en moyenne toutes zones de 15 600 €/UTHf annuel.

La marge de sécurité est en nette augmentation dans le Bassin Allaitant et dans l'Ouest.

Dans l'échantillon, les dynamiques d'investissements sont très hétérogènes : ils sont toujours en hausse dans l'Ouest avec une hausse de la part autofinancée. Dans les autres zones, ils se stabilisent. La part autofinancée est en légère baisse dans le Bassin Allaitant.

La part des exploitations avec une trésorerie négative (groupe « TNG neg ») a augmenté, pour atteindre environ 21% des élevages suivis. La proportion de ces élevages est plus importante dans le Grand-Ouest (40%). La situation financière des élevages de ce groupe est restée sévèrement impactée : leurs dettes court-terme étant plus de 2,6 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations).

La trésorerie nette globale s'est établie en 2024 à des niveaux très hétérogènes. Elle est en moyenne toutes zones de 58 700 €.

¹ Une revalorisation des valeurs de cheptel a été assez largement effectuée dans les comptabilités du centre. Ceci a eu pour conséquence une hausse de produit en 2024 par la hausse de la variation d'inventaire. Afin de ne pas interpréter cette réévaluation dans les résultats, l'évolution de certaines variables sera faite entre 2022 et 2024, avec des variations d'inventaire qui retrouvent une certaine normalité.